

VEILLE SECTORIELLE

Allemagne

Une publication du SER de Berlin
N°08 – septembre 2026

Sommaire

L'info à retenir

Transition Ecologique & Énergétique

1. Entrée en vigueur du « Tankrabatt » au 1^{er} octobre
2. La ministre de l'Économie et de l'Énergie demande à Sefo de stocker davantage de gaz
3. Triangle de Weimar : les ministres de l'environnement réunis à Chambord
4. L'Allemagne présente sa feuille de route pour la sortie des énergies fossiles
5. Hydrogène : Signature d'une déclaration d'intention sur le corridor SouthH2
6. L'Allemagne ratifie l'accord sur la haute mer

7. L'Allemagne et l'Inde renforcent leur coopération environnementale et climatique

8. Visite du président des EAU en Allemagne

Transports

1. Déplacement du Ministre P. Tabarot au salon InnoTrans
2. Le Deutschlandticket augmentera de 3,80€ en 2027
3. Siemens Mobility reçoit un contrat de 1,3 Md€ de la ÖBB

Entreprises & International

1. L'industrie allemande ouvre la porte à des instruments de défense commerciale
2. L'industrie allemande sous pression des exportations chinoises

3. Déplacement du ministre des Affaires étrangères au Canada

4. L'Allemagne et le Kazakhstan renforcent leur partenariat dans les matières premières stratégiques

5. Croissance soutenue des recrutements dans l'industrie de défense

6. Deuxième édition de Choose France à Berlin

7. Industrie automobile : lettre commune des Länder (Bade-Wurtemberg, Basse-Saxe, Bavière) à la Commission européenne

8. Mobilisation syndicale dans la branche automobile

9. BASF : une offre de rachat rejetée par Evonik

10. Déclaration conjointe des fédérations aérospatiales française, allemande et italienne

Numérique & Innovation

1. Mistral annonce l'ouverture d'un nouveau bureau à Munich

2. L'Allemagne et le Canada approfondissent leur collaboration dans le secteur de l'intelligence artificielle

3. Les start-ups allemandes affichent une dynamique soutenue en 2026

[_Toc242372484](#)

L'info à retenir

L'industrie allemande ouvre la porte à des instruments de défense commerciale

Deux fédérations industrielles allemandes majeures (BDI, VDA) se sont prononcées sur la légitimité de droits de douane contre la Chine, si des distorsions de concurrence avérées sont constatées.

Transition Ecologique & Energétique

1. Entrée en vigueur du « Tankrabatt » au 1^{er} octobre

Face à la forte hausse des prix des carburants suite au conflit au Proche-Orient, le gouvernement allemand a acté une baisse des droits d'accise sur l'essence et le diesel (« Tankrabatt ») à partir du 1^{er} octobre jusqu'au 31 décembre 2026. Cette réduction est de 14 cts par litre, ce qui, combiné à son impact sur la TVA (19 %), représente un allègement global d'environ 17 cts par litre de carburant, si elle est entièrement répercutée dans les stations-services. Le coût total de la mesure s'élève à 2,5 Mrd d'euros, les Länder ayant accepté de financer eux-mêmes leur part à hauteur de 1,25 milliard d'euros, qu'ils verseront par moitié en 2026 et en 2027. Les prix des carburants dans les stations-service ont fortement diminué la semaine dernière : Le 2 octobre, le litre de Super et Super E10 coûtaient respectivement en moyenne 2,17 euros et 2,11 euros, tandis que le litre de diesel coûtait 2,26 euros. Parallèlement, le Ministère fédéral allemand de l'Économie et de l'Énergie travaille sur l'introduction d'un plafonnement temporaire des prix des carburants sur le modèle du

Luxembourg ou de la Belgique, pour une introduction au plus tard le 1er janvier 2027.

2. La ministre de l'Économie et de l'Énergie demande à Sefe de stocker davantage de gaz

Alors que le niveau de remplissage des stocks de gaz allemand est particulièrement bas (58 %), la Ministre de l'Économie et de l'Énergie K. Reiche, après concertation avec le chancelier F. Merz, a demandé à l'entreprise Sefe de stocker 8 TWh de gaz supplémentaire d'ici le 15 décembre 2026. Sefe, ancienne filiale du groupe russe Gazprom, nationalisée par l'État fédéral en 2022, disposerait actuellement de stock de gaz faiblement remplis, à 36 %. En parallèle, Trading Hub Europe, gestionnaire allemand de la zone de marché du gaz, a lancé, lundi 21 septembre, des appels d'offres pour des options de long terme (*Long Term Options*) permettant une rémunération des acteurs du marché pour garantir la disponibilité de volumes de gaz, activables si nécessaire en 2027 afin d'équilibrer et sécuriser le système gazier allemand. (Source : [THE](#))

3. Triangle de Weimar : les ministres de l'environnement réunis à Chambord

La France a accueilli une réunion des ministres de l'environnement de Pologne, d'Allemagne et de la France (dite en format « Weimar ») les 28 et 29 septembre à Chambord. Invités par Mme Barbut, M. Schneider, ministre fédéral de l'environnement, de la protection du climat, de la protection de la nature et de la sécurité nucléaire de l'Allemagne, et Mme Hennig-Kloska, ministre du climat et de l'environnement de Pologne, étaient présents. Les ministres ont réaffirmé l'importance d'une coopération plus étroite entre les trois pays en amont

des grandes échéances européennes et internationales. Ils ont convenu de la nécessité de renforcer l'adaptation au changement climatique et d'intégrer plus systématiquement les risques climatiques dans les politiques nationales et européennes. Ils ont examiné les défis liés à la mise en œuvre du règlement sur la restauration de la nature et conclu à la nécessité de mobiliser des financements européens à cette fin, notamment dans le cadre du prochain cadre financier pluriannuel de l'UE. Ils appellent à parvenir à un accord rapide sur la révision du règlement sur les émissions de CO₂ des véhicules en souhaitent aboutir à une feuille de route partagée pour le développement d'une infrastructure de recharge pour les poids lourds électriques, en lien avec les ministres des transports. Les ministres partagent en outre l'objectif d'une voix européenne forte et unie dans les processus multilatéraux, en vue particulièrement de la COP17 sur la biodiversité, de la COP31 sur le climat et de la reprise des négociations en 2027 sur le projet de traité sur le plastique. (Sources : [Communiqué de presse trilatéral](#))

4. L'Allemagne présente sa feuille de route pour la sortie des énergies fossiles

Le ministre fédéral de l'environnement, M. Carsten Schneider, a présenté le 23 septembre à l'Assemblée générale des Nations unies la [feuille de route](#) allemande pour la sortie progressive des énergies fossiles. L'Allemagne devient ainsi le troisième pays, après la France et les Pays-Bas, à présenter une telle stratégie, dans le prolongement de l'engagement pris lors de la COP28 à Dubaï d'accélérer la transition vers une sortie des énergies fossiles. Le gouvernement allemand y voit aussi un enjeu de souveraineté énergétique et économique, dans un contexte de forte dépendance aux importations de pétrole et de gaz, et souhaite encourager d'autres pays à

élaborer leurs propres feuilles de route. S'appuyant sur la loi climat (KSG) et le programme climat 2026 (KSP), la feuille de route fixe comme horizon la neutralité climatique en 2045 et repose principalement sur le développement des énergies renouvelables et l'électrification des usages. La part des énergies renouvelables dans la consommation brute d'électricité, actuellement d'environ 55 %, doit atteindre au moins 80 % en 2030. La sortie du charbon reste prévue au plus tard en 2038. Le texte ne prévoit toutefois pas de nouvelles mesures : il récapitule les 67 mesures du programme climat, qui doivent permettre environ 27 Mt de réductions d'émissions supplémentaires d'ici 2030.

5. Hydrogène : Signature d'une déclaration d'intention sur le corridor SouthH2

Le 1^{er} octobre, le Secrétaire d'État du Ministère de l'Économie et de l'Énergie (BMWE), F. Wetzel s'est rendu à Alger et a signé avec des représentants des ministères de l'Énergie d'Algérie, d'Autriche, d'Italie et de la Tunisie une déclaration d'intention politique sur le corridor hydrogène SouthH2, corridor de 3 300 km devant connecter les pays signataires. L'objectif est de renforcer la coopération entre l'Europe et la Méditerranée dans le secteur de l'hydrogène « vert ». À cette occasion, le corridor SouthH2 a été mis en avant *« en tant que moteur de l'intégration régionale, de la coopération en matière de politique énergétique et la compétitivité industrielle pour le développement conjoint du secteur de l'hydrogène vert entre l'Afrique du Nord et l'Europe. »*. Il a été annoncé que la coopération entre tous les acteurs impliqués dans le développement de ce corridor (gestionnaires des réseaux, institutions financières, producteurs, consommateurs, etc.) devait être renforcée. Un dialogue régulier entre les pays partenaires sera instauré.

Pour cela, les pays signataires s'engagent à la création d'un secrétariat au sein de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel devant permettre de « [...] *créer des conditions-cadres favorables au développement du Corridor sud de l'hydrogène.* » Quelques jours plus tard, les entreprises SONATRACH, Sonelgaz, VNG, Snam, SeaCorridor et VERBUND Green Hydrogen ont également signé une lettre d'intention. Parallèlement, le BMW Group a également lancé, fin septembre, le 3^e appel à projets hydrogène internationaux, l'objectif étant « *de renforcer l'utilisation des technologies allemandes de l'hydrogène dans les installations de production industrielles à l'étranger et de préparer de nouveaux marchés et de nouvelles voies d'importation pour les produits à base d'hydrogène* ». Les entreprises allemandes doivent proposer des projets hors Espace économique européen et Suisse et peuvent bénéficier d'un financement allant jusqu'à 30 M€ par projet sur la période 2027-2030. Le financement est conditionné à l'adoption du budget fédéral 2027. (Source : BMW [1](#) et [2](#))

6. L'Allemagne ratifie l'accord sur la haute mer

Le ministre fédéral de l'Environnement C. Schneider a déposé le 22 septembre à New York l'instrument de ratification allemand de l'Accord des Nations unies sur la haute mer (BBNJ). Au total, 94 États l'ont désormais ratifié. L'accord couvre la biodiversité des zones situées au-delà des juridictions nationales, soit près de la moitié de la surface du globe. Il permet pour la première fois d'y créer des aires marines protégées et doit contribuer à l'objectif de protéger 30 % des océans d'ici 2030. Adoptée au printemps 2026, la loi allemande de mise en œuvre (*HochseeSchG*) s'appliquera avec l'accord dès le 21 octobre aux acteurs allemands, notamment aux na-

vires battant pavillon allemand. La première COP de l'accord se tiendra en janvier 2027 à New York. L'Allemagne prépare déjà avec le Brésil, le Chili, l'Équateur, l'Indonésie, la Micronésie et le Sénégal des propositions de premières aires protégées.

7. L'Allemagne et l'Inde renforcent leur coopération environnementale et climatique

Le ministre fédéral de l'Environnement C. Schneider (SPD) et son homologue indien B. Yadav ont ouvert le 1^{er} septembre à New Delhi le 4^e forum germano-indien de l'environnement. À cette occasion, ils ont signé une déclaration d'intention sur la protection des zones humides, qui réaffirme leur engagement en faveur des conventions sur la biodiversité (CDB) et sur les zones humides (Ramsar). Le texte prévoit des partenariats associant populations locales et secteur privé, le soutien à l'écotourisme et une coopération scientifique renforcée, notamment via des outils numériques de surveillance. Les deux ministres ont par ailleurs convenu d'intensifier leurs échanges sur l'adaptation au changement climatique. Placé sous le thème « Ensemble pour plus de résilience », le forum a porté sur l'économie circulaire, les CleanTech et la finance durable. Organisé depuis 2008, il constitue le format bilatéral de plus haut niveau entre les deux pays en matière d'environnement. Accompagné d'une délégation d'entreprises, C. Schneider effectuait sa première visite officielle en Inde, où il a aussi rencontré les ministres du Commerce et de l'Énergie. Environ 2 000 entreprises allemandes y sont implantées, dont près de 700 y produisent.

(Source : [BMUKN](#))

8. Visite du président des EAU en Allemagne

Le président des Émirats arabes unis, M. ben Zayed, a effectué du 9 au 11 septembre une visite d'État en Allemagne. À cette occasion, les Emirats arabes unis ont annoncé leur intention de réaliser 40 Md€ d'investissements dans le pays dont 10 Md€ en Bavière. Ces investissements doivent notamment bénéficier à l'industrie, à l'IA, aux infrastructures numériques et au secteur de l'énergie. Cette annonce gouvernementale a été complétée par la signature de 29 accords et déclarations d'intention entre des entreprises émiraties et allemandes, d'une valeur annoncée à 9,4 Md€, notamment dans les secteurs éolien (8 Md€) et gazier, et présentés comme distincts du paquet d'investissement. La coopération a également été renforcée dans le domaine du numérique et de l'intelligence artificielle matérialisée par la signature de plusieurs accords : dans le domaine des capacités de calcul, Khazna Data Centers et Siemens ont signé un MoU pour le développement de l'infrastructure technologique de data centers pour une capacité cumulée d'environ 1 GW. Enfin au niveau institutionnel, les deux pays ont signé une déclaration d'intention pour mettre en place des « data embassies », capacités de calcul souveraines dans les territoires réciproques (Source : [Bundesregierung](#), [RWE](#)).

Transports

1. Déplacement du Ministre P. Tabarot au salon InnoTrans

Le ministre des Transports français Philippe Tabarot s'est rendu à Berlin le 22 septembre à l'occasion de l'ouverture d'InnoTrans, le plus grand salon ferroviaire du monde. Le ministre a pu échanger avec ses homologues d'Allemagne, d'Autriche, d'Arabie saoudite,

d'Italie et de République tchèque, ainsi qu'avec le commissaire européen chargé de la mobilité et du tourisme. Le ministre a également rencontré les PDG de Saarlouis Stahl, de SNCF Réseau et valorisé la réussite de la coopération entre les deux entreprises en faveur de l'acier vert. Il a pu également accueillir ses homologues sur le stand Alstom aux côtés du PDG et mettre en avant la capacité d'innovation française du secteur. Enfin, il a valorisé le partenariat entre la France et le Maroc lors de sa visite au stand du Groupe ONCF, en présence du PDG de la SNCF, J. Castex.

2. Le Deutschlandticket augmentera de 3,80€ en 2027

Le Deutschlandticket, abonnement mensuel couvrant l'ensemble des transports publics du pays, passera de 63€ à 66,80 € en janvier 2027 suite à la Conférence des ministres des transports des Länder du 30 septembre. Cette troisième augmentation depuis son lancement en 2023 résulte de la hausse des coûts du diesel et de l'électricité, intégrée dans un indice de prix calculé par un conseil réunissant l'Etat fédéral, les Länder et les transporteurs. La fédération des entreprises de transports (VDV) salue cette formule de calcul, plus transparente, mais les associations de consommateurs (VZBV) et environnementales (Greenpeace, BUND) ont critiqué l'augmentation des prix au détriment des voyageurs. L'opposition (Verts, Die Linke) a également critiqué l'augmentation de l'abonnement alors que les automobilistes bénéficient de l'introduction du rabais à la pompe (*Tankrabatt*, cf. première partie). Le ministre fédéral des Transports, S. Bilger (CDU), a défendu cette décision, en rappelant l'engagement de l'Etat fédéral et des Länder à maintenir les subventions accordées au Deutschlandticket à un niveau stable jusqu'en 2030.

3. Siemens Mobility reçoit un contrat de 1,3 Md€ de la ÖBB

L'entreprise allemande a remporté auprès de la filiale de la compagnie ferroviaire autrichienne ÖBB-Infrastruktur AG un contrat d'environ 1,3 Md€ pour numériser les systèmes d'aiguillage ferroviaire autrichiens. Cette commande s'inscrit dans un accord-cadre de 2,6 Md€, prévu pour au moins dix ans et complété par un contrat de services couvrant la maintenance pendant 25 ans. Le déploiement progressif de postes d'aiguillage numériques débutera par un projet pilote au quatrième trimestre 2030, avant une extension à l'ensemble du réseau. La technologie centrale, Signaling X, est une architecture logicielle compatible avec le cloud. Elle regroupe dans des centres de données centralisés les postes d'aiguillage, le système de signalisation ETCS, les diagnostics et la cybersécurité. Cette évolution doit accroître la capacité, la flexibilité, la fiabilité et la résilience du réseau, tout en simplifiant sa maintenance.

Entreprises & International

1. L'industrie allemande ouvre la porte à des instruments de défense commerciale

Dans une prise de position relayée dans la presse le 24 septembre, la fédération des constructeurs automobiles allemands (VDA) a reconnu la légitimité de droits de douane contre la Chine si des distorsions de concurrence avérées sont constatées. La VDA souligne les déséquilibres subis par le secteur automobile allemand, tout en réaffirmant l'importance stratégique du marché chinois, notamment pour l'innovation. La

VDA estime que des instruments ciblés conformes à l'OMC pourraient être légitimes pour rétablir des conditions de concurrence équitables. Le 25 septembre, la fédération de l'industrie allemande (BDI) dont la VDA est un des membres, a publié sa première position commune sur le sujet, à l'occasion de la publication d'un document de positions (*Grundsatzpapier*) en matière de politiques industrielle et commerciale. Le BDI prône une réponse en trois axes : réduction des dépendances stratégiques, renforcement des contrôles sur les investissements et exportations, et utilisation « d'instruments de politique commerciale ». Les deux fédérations insistent sur la nécessité d'évaluer avec prudence ces outils pour concilier ouverture et protection des intérêts européens. (Source : [BDI](#))

2. L'industrie allemande sous pression des exportations chinoises

Entre janvier et juillet 2026, l'Allemagne a importé pour 64 milliards d'euros de marchandises chinoises, soit 7 % de plus que l'année passée à la même période, selon une analyse du Handelsblatt fondée sur des données d'Eurostat. La hausse est particulièrement marquée en Allemagne dans les secteurs clés : +49 % pour les véhicules routiers (4 milliards d'euros), +14 % pour les machines (8,1 milliards) et +8 % pour la chimie (3,9 milliards) en comparaison les importations depuis la Chine ont reculé de 2 % à l'échelle de l'UE à la même période (janvier-juillet 2026). Le secteur automobile allemand craint une pression sur les prix de vente et sur les marges déjà fragiles, et la fédération des machines-outils dénonce des distorsions de concurrence.

3. Déplacement du ministre des Affaires étrangères au Canada

Le ministre allemand des Affaires étrangères, J. Wadephul, s'est rendu au Canada le 29 septembre 2026, après son déplacement à l'Assemblée générale de l'ONU à New-York, pour marquer les 75 ans des relations diplomatiques entre les deux pays. Il était accompagné d'une délégation d'industriels, allant de l'espace et de la mobilité électrique aux matières premières stratégiques en passant par les énergies renouvelables et l'hydrogène. Un partenariat stratégique, décidé en juillet par les deux chefs de gouvernement est actuellement en cours de préparation. Le porte-parole du gouvernement allemand, S. Kornelius, a, à cette occasion, réagi sur le statut de membre associé proposé par la Commission au Canada. Il a indiqué que le gouvernement était ouvert à discuter de « *nouveaux modèles qui tiennent compte de l'importance particulière de ces relations* », tout en précisant qu'il fallait « *repenser cette notion* ».

4. L'Allemagne et le Kazakhstan renforcent leur partenariat dans les matières premières stratégiques

Lors de sa visite à Berlin, le 29 septembre, le président kazakh, K.-J. Tokaïev, a proposé à l'Allemagne une coopération renforcée sur les matières premières et l'industrie. Lors de la conférence de presse conjointe, le président K.-J. Tokaïev et le chancelier F. Merz ont annoncé la signature d'une feuille de route économique 2026-2028 visant à faire progresser le développement industriel, technologique et dans le domaine des matières premières. Cette feuille de route repose sur la promotion d'analyses conjointes et la mise en place de condition-cadres fiables pour les PME. Dans une tribune au journal

Handelsblatt, le président kazakh avait appelé à un partenariat avec l'Allemagne, en précisant que son pays serait en mesure de fournir du lithium, du silicium, du cobalt, du tungstène et du cuivre, et propose de mettre en place des chaînes de valeur communes, de l'extraction à la transformation. A l'occasion de cette visite, 37 accords entre entreprises allemandes et kazakhstanaïses pour un montant d'1,8 milliard d'euro ont été signés lors d'un forum d'affaires organisé par la chambre de commerce et d'industrie allemande ([DIHK](#)).

5. Croissance soutenue des recrutements dans l'industrie de défense

Selon le quotidien Handelsblatt, l'industrie de la défense allemande prévoit d'embaucher massivement d'ici la fin de la décennie. Rheinmetall souhaite porter ses effectifs à 70 000 salariés, KNDS à 8 000, Diehl à procéder à 2 000 recrutements et MBDA 500 dès cette année. De plus, selon A. Papperger, PDG de Rheinmetall, l'entreprise fait appel à 11 500 fournisseurs, dont la moitié du secteur automobile, représentant 210 000 personnes travaillant indirectement pour le secteur de la défense. Les industriels rencontrent toutefois des difficultés dans le recrutement, notamment un nombre très élevé de candidatures à traiter, la nécessité que les candidats puissent obtenir une accréditation de sécurité, et les problèmes d'attractivité des sites de production en zone rurale.

6. Deuxième édition de Choose France à Berlin

Le 22 septembre, l'Ambassade de France à Berlin a accueilli la deuxième édition de Choose France à Berlin, organisée avec Business France après une première édition en 2024. Dirigeants

d'entreprises allemandes, représentants de territoires français et investisseurs s'y sont réunis pour des échanges sur le thème de l'attractivité économique et industrielle de la France. Les régions Grand Est et Normandie, la Métropole de Lyon et Paris-Saclay ont présenté les écosystèmes locaux dans l'industrie, la décarbonation, la mobilité et la défense. Cette rencontre s'est inscrite dans le prolongement du dernier sommet Choose France à Versailles en juin 2026, qui avait enregistré un niveau record de 71 annonces pour 93 Md€ d'investissements. Huit projets concernent l'Allemagne, notamment dans le numérique, la santé, la logistique et l'énergie. L'Allemagne reste le premier partenaire commercial de la France.

7. Industrie automobile : lettre commune des Länder (Bade-Wurtemberg, Basse-Saxe, Bavière) à la Commission européenne

Le 18 septembre 2026, les ministres-présidents M. Söder (CSU) en Bavière, C. Özdemir (Verts) en Bade-Wurtemberg, et O. Lies (SPD) en Basse-Saxe ont adressé une lettre commune à la Commission européenne pour alerter sur la crise de l'industrie automobile allemande. Ils ont préconisé notamment un assouplissement des valeurs limites de flotte européennes en matière de CO₂ –avec un objectif de réduction pour 2035 ramené forfaitairement à 90 % –, un accès à une électricité à prix compétitif pour la recharge des véhicules électriques, la création d'un acteur européen majeur dans le secteur des batteries sur le modèle d'Airbus, ainsi qu'un renforcement des droits de douane européens sur les importations en provenance de Chine. Ces trois Länder concentrent les sièges et des sites de production de constructeurs automobiles allemands de premier plan

avec notamment BMW en Bavière, Mercedes-Benz en Bade-Wurtemberg et Volkswagen en Basse-Saxe.

8. Mobilisation syndicale dans la branche automobile

Le 21 septembre, le syndicat de la branche de la métallurgie et de l'électroindustrie IG Metall a mobilisé plus de 175 000 salariés sur 280 sites automobiles en Allemagne. Il a exigé le maintien des investissements sur le territoire allemand et dénoncé les plans de suppressions d'emplois. Dans le cadre des négociations collectives qui ont débuté le 7 octobre, IG Metall a annoncé demander des hausses de salaires de 5% pour la branche. Les organisations patronales ont exprimé leur indignation, en estimant que cela enverrait un signal négatif face au risque de délocalisation.

9. BASF : une offre de rachat rejetée par Evonik

Le 25 septembre, la presse allemande a révélé que BASF avait approché Evonik en vue d'un rachat. Evonik aurait jugé l'offre insuffisante et indiqué ne plus négocier à ce stade. BASF, dont le siège est à Ludwigshafen (Rhénanie-Palatinat), chercherait à consolider son activité en Europe face à une concurrence internationale accrue et à renforcer son portefeuille dans la chimie de spécialités (additifs, ingrédients pour les soins personnels, nutrition, matériaux). Evonik, basé à Essen (Rhénanie-du-Nord-Westphalie) et employant environ 31 000 personnes dans le monde, traverse une phase de restructuration : le 22 septembre, il a confirmé la suppression de 3 200 postes d'ici 2029, dont 2 150 en Allemagne, en plus des 2 800 déjà prévus d'ici fin 2026. L'entreprise avait également annoncé en juin dernier l'arrêt de son activité polyester d'ici 2027, invoquant la « crise structurelle et économique » que traverse actuellement le secteur de la chimie.

10. Déclaration conjointe des fédérations aérospatiales française, allemande et italienne

A l'occasion du Sommet international sur l'Espace de Paris les 9 et 10 septembre, le Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales (GIFAS) et ses homologues allemand (BDLI) et italien (AIAD) ont réaffirmé leur partenariat historique pour une industrie spatiale européenne forte. Ils ont appelé à une ambition politique partagée pour un secteur spatial européen souverain, compétitif, résilient et durable, à travers cinq priorités : (1) Reconnaître l'espace comme une infrastructure critique pour la souveraineté européenne ; (2). Allouer un budget dédié de 60 Md€ pour la composante spatiale du Fonds de compétitivité européen ; (3) Instaurer une préférence européenne dans les marchés publics institutionnels pour les technologies critiques, tout en maintenant une coopération avec des partenaires tiers de confiance sous contrôle européen ; (4.) Promouvoir l'interopérabilité entre capacités nationales et européennes, en préservant la concurrence et la redondance nécessaires ; (5) Éviter une réglementation excessive, pour ne pas freiner l'innovation et la compétitivité industrielle.

Numérique & Innovation

1. Mistral inaugure un nouveau bureau à Munich

Le 28 septembre 2026, Mistral AI a officiellement inauguré son nouveau bureau allemand à Munich, en présence de K. Wildberger, ministre fédéral de la Transformation numérique et de la Modernisation de l'administration, de F. Herrmann, chef de la Chancellerie de

l'État de Bavière, de F. Mehring, ministre bavarois du Numérique, ainsi que de R. Rombach, PDG de Black Forest Labs. Ce site, dédié aux recherches en IA physique et industrielle ainsi qu'à l'ingénierie appliquée, marque une étape clé dans la stratégie européenne du groupe français, qui renforce ainsi son ancrage local. Mistral AI y collabore déjà avec BMW pour optimiser les simulations de crash et l'IA d'ingénierie, ainsi qu'avec Siemens Energy pour les applications d'IA industrielle. Par ailleurs, un partenariat a été signé avec l'Université technique de Munich (TUM) afin de développer des jumeaux numériques appliqués à l'aérodynamique automobile.

2. L'Allemagne et le Canada approfondissent leur collaboration dans le secteur de l'intelligence artificielle

À l'occasion de la conférence ALL IN 2026 à Montréal, dont l'Allemagne était le pays d'honneur, le ministre fédéral du Numérique K. Wildberger s'est rendu au Canada du 15 au 17 septembre 2026 pour renforcer le partenariat germano-canadien en matière d'intelligence artificielle. Cette visite a permis de concrétiser plusieurs initiatives, à commencer par la première réunion des co-présidents de la Sovereign Technology Alliance, lancée en février 2026 par les deux pays pour renforcer leurs capacités souveraines en IA et réduire leurs dépendances technologiques stratégiques. Par ailleurs, l'Allemagne et le Canada ont annoncé un engagement financier de jusqu'à 300 millions de dollars canadiens dans le projet « Scientist AI » porté par l'organisation canadienne LawZero, qui promeut une approche de l'IA axée sur la transparence, la fiabilité et le principe de « safety by design ». Enfin, les instituts de recherche Mila et DFKI ont officialisé le renforcement de leur coopération, notamment dans les domaines de la sécurité de l'IA et de son application à la transition énergétique.

3. Les start-ups allemandes affichent une dynamique soutenue en 2026

Startup-Verband a rendu public, le 28 septembre 2026, son rapport *Deutscher Startup Monitor 2026*, qui confirme la vitalité de l'écosystème allemand. Dix start-ups ont accédé au statut de licorne depuis le début de l'année, un record depuis 2021. Le financement reflète également cette dynamique : 8 Md€ ont été levés entre janvier et août 2026, un montant déjà supérieur aux 7,5 Md€ collectés sur l'ensemble de l'année 2025. Cette croissance reste cependant concentrée sur un nombre restreint d'opérations d'envergure, principalement dans les secteurs de la DeepTech et de la défense. Par ailleurs, la pénurie de talents semble s'atténuer : seulement 15 % des start-ups la considèrent comme un frein majeur, contre 30 % il y a deux ans. En revanche, les perspectives de sortie restent majoritairement orientées vers les États-Unis, puisque 62 % des start-ups envisageant une introduction en bourse privilégient une cotation sur une place américaine.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Jérôme BROUILLET

Rédacteurs : Adèle BESSOULE, Clara FUMEX, Marie GEERAERTS, Thomas GOUJAT-GOUTTEQUILLET, Stéphanie JALLET, Camille LARMINAY, Amaury RENAUDIE

Relecteurs : Etienne PASTEAU, Frédéric MARCHAL

Abonnez-vous : berlin@dgtrésor.gouv.fr